

Afrique • Méditerranée Business

AMB LE MAGAZINE DES ÉCONOMIES ET DES ENTREPRISES ÉMERGENTES

INTERVIEWS

- ▶ **GERVAIS KOFFI DJONDO**
(Ecobank, Asky)
- ▶ **SYLVIE BRUNEL**
(Essayiste)
- ▶ **KAKO NUBUKPO**
(Ministre togolais)
- ▶ **GRÉGORY QUÉREL**
(Necotrans)
- ▶ **FRANK LEGRÉ**
(Air France-KLM)
- ▶ **VINCENT VOISIN**
(Les Grands Chais de France)
- ▶ **AMINA BENKHADRA**
(Onhym)

PERSPECTIVES

**RISQUE & NOTATIONS :
L'AFRIQUE DOIT
ENCORE CONVAINCRE**

DOSSIER SPÉCIAL

LE GRAND DÉFI DE LA FORMATION

CONJONCTURE

L'ANGOLA AU PIED DU MUR

KARIM BERNOUSSI

« L'EXTERNALISATION, C'EST L'AVENIR »

LE DIRIGEANT D'INTELZIA, LEADER MAROCAIN DE LA RELATION CLIENT,
RACONTE SON MÉTIER ET EXPLIQUE POURQUOI IL INVESTIT... EN FRANCE.

ENQUÊTE

**C'EST ICI QUE
SE TROUVE
LE FUTUR DE
L'AUTOMOBILE**

LA SÉLECTION

**À LA RENCONTRE
DES PATRONS
MÉDIAS**

SÉNÉGAL

**NAISSANCE
DE LA
TERANGA
VALLEY**

France 5,90 € - Afrique du Sud 49,95 rands (taxes incl.) - Algérie 300 DA - Allemagne 6,90 € - Autriche 6,90 € - Belgique 6,90 € - Canada 9,95 \$
DOM 6,60 € - Espagne 6,90 € - États-Unis 9,95 \$ - Grèce 6,90 € - Italie 6,90 € - Luxembourg 6,90 € - Maroc 39 DH - Pays-Bas 6,90 € - Portugal
cont. 6,90 € - Royaume-Uni 5,80 £ - Suisse 11 FS - TOM 1500 F CFP - Tunisie 5 DT - Zone CFA 3200 F CFA ISSN 2265-6855

N°8 AVRIL-MAI 2015

M 04557 - 8 - F: 5,90 € - RD



Amina Benkhadra

DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES (ONHYM)

« Le Maroc dispose d'un sous-sol très prometteur »

Elle est sur tous les fronts. Hydrocarbures, mais aussi gaz de schiste, éolien, photovoltaïque et préservation de l'environnement. Avec en mains l'avenir de la sécurité énergétique du pays. Un programme chargé pour cette pragmatique qui examine la viabilité des projets stratégiques.

Propos recueillis par Emmanuelle Pontié

L

orsque cette ingénieure de formation, qui a supervisé la création de l'Office national des hydrocarbures et des mines (Onhym), a été nommée ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement en 2007, elle s'est vue confier par le roi Mohammed VI la tâche de conduire les nouvelles stratégies énergétiques du pays. Désormais à la tête de l'Onhym, elle est chargée de piloter le lancement de nombreux programmes, notamment dans le domaine des énergies renouvelables.

AMB : Quelle est la mission exacte de cet office ? Êtes-vous dépositaire des droits du sous-sol marocain ? Comment s'organise le lien avec le ministère de tutelle ?

Dans la législation marocaine, les richesses du sous-sol, quelle que soit leur nature, appartiennent à l'État. Ce dernier autorise l'exploration et le développement en accordant des permis de recherche ou d'exploitation dans les mines et des contrats de reconnaissance ou permis d'exploration dans les hydrocarbures. Les titres miniers accordés par le ministère en charge des mines sont octroyés à toute personne physique ou morale. En ce qui concerne les hydrocarbures, l'Onhym négocie les titres pour le compte de l'État et a pour mission de conduire la recherche, l'exploration et l'exploitation ■■■



OUSSAMA RHALLI/STILL IMAGES/NET

PARCOURS

1994

Ingénieure en sciences et techniques minières, elle devient directrice des mines au ministère de l'Énergie.

1997

Elle est nommée secrétaire d'État chargée du développement du secteur minier.

1998

Elle quitte le gouvernement pour le poste de directrice générale au Bureau de recherches et de participations minières (BRPM).

2000

En août, elle est nommée directrice générale de l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (Onarep).

2003

Elle devient directrice générale de l'Office national des hydrocarbures et des mines (Onhym).

2007

Elle est nommée ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, fonction qu'elle cumule jusqu'en 2012 avec son poste de directrice de l'Onhym.

■ ■ ■ des gisements des hydrocarbures ou de tout autre combustible, ainsi que des gisements miniers ou de toute autre substance minérale à l'exclusion des phosphates.

Par ailleurs, l'Onhym vise à promouvoir toute action de nature à contribuer au développement de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures et des substances minérales. Il a également pour mission de négocier, avec tout type de partenaire, les termes et conditions des différents accords d'association, de coopération ou de partenariat. L'Office est soumis à la tutelle de l'État, ainsi qu'à son contrôle financier applicable aux établissements publics.

Comment définiriez-vous le régime général du pétrole et des mines au Maroc ? Libéral ? Semi-libéral ? Étatique ?

L'énergie et les mines sont des secteurs structurés et ouverts. Leur cadre réglementaire est transparent. Le domaine minier est totalement libéralisé avec l'intervention d'acteurs publics et privés. En ce qui concerne le secteur pétrolier, l'État conserve une participation de 25 %.

Quelle est la contribution des ressources dont vous êtes en charge à l'économie nationale, en termes de PIB ?

La participation du secteur pétrolier et minier dans le PIB est de l'ordre de 11 %.

Le Maroc a une vieille tradition minière. Est-ce un pays d'avenir ? Quelles sont les perspectives dans ce domaine ?

Le Maroc détient en effet d'immenses réserves de phosphates. Et c'est un acteur stratégique dans ce secteur si vital pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Pour ce qui est des autres mines, notre pays de longue tradition minière dispose d'un potentiel prometteur et très varié, composé de métaux de base – plomb, zinc, cuivre... –, de métaux précieux comme l'or ou l'argent, de roches et de minéraux industriels – cobalt, fluorine, barytine, manganèse, argile... –, et bien d'autres substances. En bref, nos perspectives de développement sont extrêmement prometteuses.

Quels sont les avantages offerts aux investisseurs par le code minier et par celui des hydrocarbures ?

Actuellement, la recherche pétrolière au Maroc est marquée par un intérêt soutenu de la part des sociétés pétrolières. Cet engouement est le fruit, à la fois, des termes favorables du code des hydrocarbures, de la promesse de nos bassins sédimentaires et de la stratégie de partenariat et de promotion engagée par l'Onhym. Le cadre législatif marocain dans le domaine pétrolier

est considéré comme l'un des plus attractifs au monde. C'est un choix. Adopté lors de l'amendement de la loi sur la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures en 2000, il a été dicté par la nécessité d'attirer les investisseurs. Suite à l'adoption de cet amendement, l'activité pétrolière a connu une recrudescence, d'où l'accélération de l'exploration du sous-sol national et l'enrichissement des connaissances techniques sur les bassins sédimentaires marocains. Cela a permis de renforcer le portefeuille de partenariat avec les sociétés pétrolières disposant de capitaux et du savoir-faire nécessaires.

Notre code des hydrocarbures offre en effet plusieurs avantages aux sociétés pétrolières, notamment une prise de participation de l'État de 25 % maximum, une dispense pendant dix ans de l'impôt sur les sociétés et des taux attractifs pour les droits de concession et les loyers ainsi que plusieurs exonérations fiscales. Le code minier, lui, est en cours de refonte. Le projet de loi 33-13, relatif au nouveau code, a été approuvé par le Conseil de gouvernement en juillet 2014 et est en cours de promulgation. Cette réforme vise à mettre à niveau la législation pour accompagner un secteur qui s'est considérablement développé. Le nouveau texte apportera deux innovations majeures : la définition élargie des produits miniers et l'octroi de zones d'exploration plus larges.

Quels sont les principaux pays intéressés par le secteur des mines et hydrocarbures du Maroc ?

La promotion proactive entreprise par l'Onhym ainsi que diverses incitations offertes par notre code des hydrocarbures ont permis d'attirer plus de compagnies internationales, y compris les majors comme BP, Chevron et Total ou les super-indépendants tels que Kosmos et Repsol en offshore, mais aussi d'intéresser davantage certaines compagnies nationales. Les investisseurs étrangers proviennent de tous horizons et sont de nationalités très différentes, américaine, chinoise, britannique, pakistanaise, irlandaise, australienne et autres. En ce qui concerne les schistes bitumineux, depuis 2005, des partenaires internationaux sont aussi venus aussi de pays divers, comme les États-Unis, le Brésil, la France, l'Estonie, le Royaume-Uni, la Russie, l'Irlande ou les Émirats Arabes Unis.

On note, au cours des dernières années, un intérêt soutenu des sociétés pétrolières pour le Maroc. L'Onhym a signé plusieurs accords. Où en est l'exploration pétrolière aujourd'hui ?

« Le Maroc dispose d'un sous-sol très prometteur »



Au 30 novembre 2014, le domaine minier, portant sur la recherche des hydrocarbures conventionnels au Maroc, comptait 40 permis de recherche en onshore, 90 permis en offshore, 2 autorisations de reconnaissance en onshore, 3 en offshore et 11 concessions d'exploitation – dont 2 Onhym – et 4 protocoles d'accord sur les schistes bitumineux. D'une manière générale, les efforts entrepris par l'Office ont été couronnés par le développement de son portefeuille de partenariats, le rendant aussi riche que diversifié. Actuellement, le nombre de sociétés opérant au Maroc dans le domaine de l'exploration pétrolière s'élève à 34, réparties en onshore et offshore. Au niveau de la recherche, les différentes études

géologiques, géophysiques et géochimiques réalisées dans les bassins sédimentaires, aussi bien en onshore qu'en offshore, ont démontré la possibilité d'existence d'un potentiel pétrolier favorable à l'accumulation d'hydrocarbures – huile et gaz – dans notre sous-sol. Pour ce qui est de l'exploitation des gisements, l'Onhym produit actuellement du gaz naturel dans le bassin du Gharb, du gaz et du condensat dans le bassin

Trente-quatre firmes internationales opèrent dans le domaine de l'exploration pétrolière au Maroc. Ci-dessus, le puits Tamar-1, au sud d'Essaouira.

La participation du secteur pétrolier et minier dans le PIB est de l'ordre de 11 %.



Lors du Morocco Oil & Gas Summit, à Marrakech, en mai 2014, organisé conjointement par l'Onhym et l'International Research Networks (IRN).

d'Essaouira. Par ailleurs, nous sommes en négociation continue avec de nouveaux partenaires intéressés par l'exploration. En ce qui concerne les schistes bitumineux, l'Onhym a signé plusieurs protocoles d'accord avec des sociétés pétrolières ou détentrices de procédés de valorisation, intéressées par l'investissement dans l'exploration, la recherche et le développement dans ce secteur. Actuellement, quatre partenaires poursuivent leur activité de recherche et d'étude de préféabilité pour les zones qui leur ont été octroyées – San Leon Energy, Zonatec, Taqa et GOS.

2014 a été une année de recherches particulièrement dense. Existe-t-il

une chance réelle que le Maroc soit un jour un pays producteur de pétrole ?

Nos chances de réaliser des découvertes commerciales d'hydrocarbures restent intactes, d'autant que les techniques d'exploration avancent, de nouvelles idées et concepts se développent. Et nous disposons de plusieurs bassins prometteurs peu explorés, tant en onshore qu'en offshore. Plusieurs de nos partenaires sont entrés dans la phase de réalisation de forages d'exploration, en se basant sur leurs études de détail et d'évaluations géologiques et géophysiques entreprises sur leurs permis.

C'est dans ce contexte porteur que les récents forages réalisés en collaboration avec nos partenaires commencent à préciser davantage la viabilité des systèmes pétroliers. Les forages de Sidi Mokhtar ont donné des indications de gaz et ceux du Gharb ont confirmé l'existence de petits gisements de gaz exploitables. Le puits offshore de Tarfaya a révélé de l'huile lourde au large de

Sidi Ifni. Une évaluation des résultats du puits et des données de géologie et de géophysique est en cours. Mais il faut garder à l'esprit que l'exploration des bassins marocains en termes de nombre de puits forés en onshore et offshore reste très limitée, avec seulement 323 puits réalisés en onshore et en offshore pour une superficie totale de 900000 km², ce qui nous donne une densité de forages de l'ordre de 0,04 puits/100 km² contre une moyenne à l'échelle mondiale de 10 puits/100 km².

Quel est l'impact des prix internationaux du baril sur l'économie du Royaume ?

La chute du prix du baril de pétrole a un impact positif sur la balance commerciale marocaine, dont l'aggravation du déficit ces dernières années est imputable avant tout à la facture des produits énergétiques. La baisse aura certainement un impact positif sur le budget de l'État.

La baisse des prix favorise-t-elle encore la recherche ?

La baisse du prix du pétrole impacte les sociétés pétrolières internationales, ce qui pourrait les inciter à diminuer leur exploration dans les zones frontalières et à prendre par conséquent moins de risques. Mais compte tenu de la volatilité du prix du pétrole, ces sociétés pétrolières sont conscientes de l'aspect provisoire de cette situation. Cela ne peut avoir qu'un impact très limité sur l'activité d'exploration, aussi bien en onshore qu'en offshore. En revanche, comme dans les années 1980, la baisse des prix de pétrole ralentira l'activité dans le secteur de schistes bitumineux. L'environnement économique ne permet pas le développement en continu des projets.

La stratégie offensive du Maroc et de l'Onhym en matière d'exploration depuis plusieurs années a attiré des investisseurs étrangers, certes. Mais cette stratégie doit-elle être adaptée à la lumière de l'expérience que vous avez accumulée ?

Pour booster davantage l'exploration, notre stratégie sera renforcée par une dynamique de promotion encore plus marquée au niveau de l'organisation. Dans le domaine minier, la création d'un fonds d'exploration est une solution à l'étude.

Le gaz de schiste est la grande affaire des milieux pétroliers. Le potentiel du Maroc dans ce secteur est connu. Mais, au-delà de la promesse, on n'a pas l'impression qu'il y ait beaucoup d'avancées concrètes sur le sujet...

Comme vous le savez les schistes bitumineux et les gaz de schiste sont des hydrocarbures non

conventionnels. Il faut signaler que l'exploration et la production sont confrontées à certains défis, notamment en termes de technologie et d'impact sur l'environnement. Les schistes bitumineux se trouvent principalement dans les bassins de Timahdit et Tarfaya. Les premiers travaux datent des années 1980. Ils ont été initiés suite aux chocs pétroliers de 1973 et 1979 avant d'être stoppés durant les années 1980 en raison de l'effondrement du prix du pétrole. Le Maroc s'est doté d'une stratégie de relance du développement de cette ressource à partir de la fin des années 2000. Aujourd'hui, l'Onhym a signé des accords avec des compagnies pétrolières pour tester les procédés à Timahdit et Tarfaya. San Leon Energy et GOS vont effectuer des tests à Tarfaya, et Taqa compte tester un procédé pilote à Timahdit. Mais les projets de développement des schistes bitumineux font face à des difficultés technologiques – les procédés industriels ne sont pas matures –, et coûtent très cher. Ils nécessitent des investissements de plusieurs milliards de dollars. En revanche, concernant les gaz de schiste, la géologie régionale est favorable pour l'exploration et le développement de ce type d'hydrocarbures. Le Maroc occuperait une place de choix en Afrique en la matière avec ses bassins sédimentaires paléozoïques qui concentrent la majorité de ce potentiel. Et nous ne sommes qu'au début du processus.

Des contrats de reconnaissance ont été signés avec certaines sociétés pour commencer les études géologiques afin d'évaluer ce potentiel. La prospection des gaz de schiste ouvre par ailleurs de nouvelles perspectives pour l'exploration des hydrocarbures au Maroc, dans des zones où la recherche était traditionnellement orientée vers les hydrocarbures conventionnels.

Il faudra aussi adopter des conditions réglementaires spécifiques à ces deux produits, ce qui nécessite des amendements au code.

Le ministère de l'Énergie et l'Onhym mettent l'accent sur la coopération avec l'Afrique subsaharienne, notamment depuis la dernière visite du roi Mohammed VI au Mali, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Gabon. On parle de choix stratégique pour le Maroc. Qu'en est-il dans le secteur de l'énergie ?

Dans le cadre de la nouvelle dynamique insuflée par Sa Majesté le roi Mohammed VI pour le renforcement de la coopération du Maroc avec les pays africains, l'Onhym a conclu des accords de coopération avec différents organismes. Ils

portent surtout sur la coopération scientifique et technique dans les domaines des hydrocarbures et des mines, en Guinée, au Gabon, au Mali, en Tunisie et en Mauritanie. L'Onhym accueille régulièrement des cadres de ces différents pays pour des sessions de formation.

Avez-vous un plus à apporter à d'autres pays du Sud en matière de know-how, d'expertise, de formation ?

Le partenariat maroco-africain se distingue tout d'abord par des relations séculaires, marquées par une proximité culturelle et culturelle. Par ailleurs, le Maroc a connu les quinze dernières années un développement économique, social et industriel important. À cet égard, il peut mettre cette expérience au service des pays africains en tenant compte des spécificités de chacun, et proposer des solutions adaptées aux différents environnements. En effet, le pays dispose d'une maîtrise des techniques et des technologies les plus récentes dans plusieurs domaines, d'une expérience performante de formation des ingénieurs, des gestionnaires et techniciens ou encore d'un système bancaire moderne qui s'ouvre de plus en plus sur l'Afrique.

Compte tenu de la remarquable croissance qu'il enregistre depuis 2000, le continent a été reconnu comme prochaine frontière des possibilités et pôle mondial potentiel de croissance. Forte de ces atouts et compte tenu de ses nombreux besoins, l'Afrique offre d'innombrables opportunités d'investissements et de croissance. Le Maroc peut être un partenaire idéal dans plusieurs secteurs – infrastructures, énergie, eau, barrages, habitat, industrie – avec une logique de partenariat solidaire et durable et une relation gagnant-gagnant. Le Maroc partage son expérience, son savoir-faire et son capital pour une croissance durable. Concernant l'Onhym, des actions de coopération ont déjà été engagées avec plusieurs pays africains, comme la Mauritanie, le Sénégal ou le Tchad, notamment dans le domaine de la formation d'ingénieurs et de techniciens supérieurs. Nous organisons aussi des stages de formation à l'attention de cadres.

Dernière question : est-ce un avantage ou un inconvénient d'être une femme à la tête d'une telle structure ?

Ce n'est ni un avantage ni un inconvénient ! L'important c'est d'être responsable et engagée. □

Notre géologie est favorable pour l'exploration des gaz de schiste et le développement de ce type d'hydrocarbures.

Il faut garder à l'esprit que l'exploration des bassins en termes de nombre de puits forés en onshore et offshore reste très limitée.